

# Rapport financier 2018 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Salaberry-de-Valleyfield

Code géographique : 70052

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER  
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

---

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Michel Décosse, OMA, atteste la véracité du rapport financier consolidé  
de Salaberry-de-Valleyfield pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018.  
(Nom de l'organisme)

Signature

Date

2019-06-20

**TABLE DES MATIÈRES**

	<b><u>PAGE</u></b>
<b>États financiers consolidés audités</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
<b>Renseignements complémentaires consolidés</b>	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	12
Situation financière par organismes	13
Charges par objets	14
Fonds local d'investissement (FLI)	15
Fonds local de solidarité (FLS)	16
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	17
Excédent (déficit) accumulé	18
Avantages sociaux futurs	19
<b>Renseignements financiers consolidés non audités</b>	
Analyse des revenus consolidés	21
Analyse des charges consolidées	22

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

---

Aux membres du conseil de la Ville de Salaberry-de-Valleyfield

**Opinion**

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Ville de Salaberry-de-Valleyfield (« l'entité »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2018, et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Salaberry-de-Valleyfield au 31 décembre 2018, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

**Fondement de l'opinion**

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Observations - Informations financières établies à des fins fiscales**

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Salaberry-de-Valleyfield inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages 11, 12 et 18 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

**Informations autres que les états financiers consolidés et le rapport de l'auditeur sur ces états**

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent des informations contenues dans le Rapport du maire sur la situation financière, mais ne comprennent pas les états financiers consolidés et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations. En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

Nous avons obtenu le Rapport du maire sur les faits saillants avant la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués sur les autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans celles-ci, nous sommes tenus de signaler ce fait dans le présent rapport. Nous avons relevé une correction à y apporter au niveau de la dette à la charge de l'ensemble des contribuables qui représente 135 M\$ plutôt que 138 M\$ ainsi qu'au niveau de la dette assumée par la Société du port de Valleyfield qui est de 7.9 M\$ au lieu de 5 M\$.

**Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

**Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

---

·nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

·nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;

·nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

·nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

1

Goudreau Poirier inc.  
Salaberry-de-Valleyfield

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A 116447

DATE 2019-06-20

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**

---

DATE \_\_\_\_\_

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		2018	2018	2017
<b>Revenus</b>				
Taxes	1	63 688 583	64 406 678	63 530 087
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 789 658	2 811 422	2 633 934
Quotes-parts	3			
Transferts	4	9 258 984	9 431 449	4 405 386
Services rendus	5	5 672 439	6 512 949	6 040 600
Imposition de droits	6	2 566 906	3 625 324	2 510 914
Amendes et pénalités	7	1 154 050	1 076 270	958 590
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	532 750	774 130	663 782
Autres revenus	10	3 311 669	5 191 188	9 842 632
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	88 975 039	93 829 410	90 585 925
<b>Charges</b>				
Administration générale	14	7 427 872	7 594 202	7 283 004
Sécurité publique	15	12 729 421	12 928 711	12 366 749
Transport	16	21 247 017	21 811 329	20 991 603
Hygiène du milieu	17	21 320 616	22 172 945	20 472 352
Santé et bien-être	18	436 302	506 854	478 187
Aménagement, urbanisme et développement	19	4 697 047	3 772 485	4 082 769
Loisirs et culture	20	10 646 144	10 448 363	10 604 312
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	5 718 960	5 485 961	5 432 713
Effet net des opérations de restructuration	23			211 533
	24	84 223 379	84 720 850	81 923 222
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	25	4 751 660	9 108 560	8 662 703
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		160 364 408	151 701 705
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			
Solde redressé	28		160 364 408	151 701 705
<b>Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice</b>	29		169 472 968	160 364 408

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.**

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		<b>2018</b>	<b>2017</b>
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	5 662 179	4 021 779
Débiteurs (note 5)	2	37 887 216	34 324 933
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	300 871	462 936
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	<b>43 850 266</b>	<b>38 809 648</b>
<b>PASSIFS</b>			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	5 000	
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	15 086 480	14 222 469
Revenus reportés (note 12)	12	1 161 317	650 922
Dette à long terme (note 13)	13	177 872 673	175 714 329
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	2 483 000	2 591 000
	15	<b>196 608 470</b>	<b>193 178 720</b>
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>	16	<b>(152 758 204)</b>	<b>(154 369 072)</b>
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>			
Immobilisations (note 15)	17	312 823 210	305 858 393
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	8 582 296	7 244 006
Stocks de fournitures	19	719 889	756 617
Autres actifs non financiers (note 17)	20	105 777	874 464
	21	<b>322 231 172</b>	<b>314 733 480</b>
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>	22	<b>169 472 968</b>	<b>160 364 408</b>

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		<u>Budget</u>	<u>Réalizations</u>	
		<u>2018</u>	<u>2018</u>	<u>2017</u>
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	4 751 660	9 108 560	8 662 703
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	35 790 000 ) (	21 287 791 ) (	28 795 018 )
Produit de cession	3			195 114
Amortissement	4	13 766 881	14 322 974	13 725 005
(Gain) perte sur cession	5			(112 796)
Réduction de valeur / Reclassement	6			375 273
	7	(22 023 119)	(6 964 817)	(14 612 422)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		(1 338 290)	(621 136)
Variation des stocks de fournitures	9		36 728	(37 231)
Variation des autres actifs non financiers	10		768 687	951 979
	11		(532 875)	293 612
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
<b>Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette</b>	14	(17 271 459)	1 610 868	(5 656 107)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(154 369 072)	(148 712 965)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(154 369 072)	(148 712 965)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	19		(152 758 204)	(154 369 072)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
<b>Activités de fonctionnement</b>			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	9 108 560	8 662 703
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	14 322 974	13 725 005
Autres			
- Provision moins-value et ajust	3	109 627	418 390
- (Gain) perte sur cession	4		(112 796)
	5	23 541 161	22 693 302
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(3 562 283)	1 370 398
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	864 011	455 429
Revenus reportés	9	510 395	(110 534)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(108 000)	(159 000)
Propriétés destinées à la revente	11	(1 338 290)	(621 136)
Stocks de fournitures	12	36 728	(37 231)
Autres actifs non financiers	13	768 687	951 979
	14	20 712 409	24 543 207
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>			
Acquisition	15	( 21 287 791 )	( 28 795 018 )
Produit de cession	16		195 114
	17	(21 287 791)	(28 599 904)
<b>Activités de placement</b>			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	( 109 114 )	( 108 801 )
Remboursement ou cession	19	161 552	65 603
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	( )	( )
Cession	21		
	22	52 438	(43 198)
<b>Activités de financement (note 4)</b>			
Émission de dettes à long terme	23	29 793 441	16 275 070
Remboursement de la dette à long terme	24	( 27 671 847 )	( 14 441 436 )
Variation nette des emprunts temporaires	25	5 000	
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	36 750	71 889
Autres			
-	27		
-	28		
	29	2 163 344	1 905 523
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>			
	30	1 640 400	(2 194 372)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	4 021 779	6 216 151
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	4 021 779	6 216 151
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)</b>			
	34	5 662 179	4 021 779

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

### 1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Salaberry-de-Valleyfield est constituée en vertu du décret 418-2002 de la Loi sur l'organisation territoriale municipale (L.R.Q.,c.O-9) daté du 10 avril 2002 et promulgué le 24 avril 2002. Elle est régie par la Loi sur les cités et villes (L.R.Q.,c.C-19) et ses amendements.

La Ville est issue du regroupement de la Ville de Salaberry-de-Valleyfield, de la Ville de Saint-Timothée et de la Municipalité de la Grande-Ile.

### 2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S15, S23-1, S23-2 et S23-3.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

#### A) Périmètre comptable et partenariats

Le périmètre comptable de la ville englobe les opérations financières des organismes qui sont sous son contrôle. La ville a sous son contrôle un organisme périmunicipal, soit la Société du Port de Valleyfield.

La ville ne contrôle aucun organisme consistant en une entreprise municipale et ne participe à aucun partenariat de type commercial.

##### a) Périmètre comptable

Les comptes de la ville et de l'organisme compris dans le périmètre comptable, sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers. Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la ville et combinés ligne par ligne et les opérations et les soldes interorganismes sont éliminés.

Les comptes de la Société du Port, organisme périmunicipal, sont inclus à 100 % dans les états financiers de la ville.

##### b) Partenariats

S.O.

#### B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux tiers;
- Les revenus d'intérêts sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils sont gagnés.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

### Estimations comptables

La préparation des états financiers de la Ville de Salaberry-de-Valleyfield, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux et des réclamations et poursuites en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

### C) Actifs

S.O.

#### a) Actifs financiers

Encaisse et placements affectés

Les placements temporaires et les placements à long terme sont comptabilisés au coût.

Placements

Les placements temporaires sont présentés au moindre du coût et de leur juste valeur.

Les placements à long terme sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de recouvrement nette.

#### b) Actifs non financiers

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette.

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financiers des services dont la ville bénéficiera au cours des prochains

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la ville bénéficiera des services acquis.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

### Stocks

Les stocks se composent de fournitures qui seront consommées dans le cours normal des opérations au cours des prochains exercices financiers. Ces stocks sont comptabilisés au coût établi selon la méthode du coût moyen depuis l'exercice 2013. Auparavant, les stocks étaient établis selon la méthode de l'épuisement successif. Les stocks désuets sont radiés des livres.

### Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire. La durée de vie utile des immobilisations a été établie comme suit :

Infrastructures	10 et 40 ans
Bâtiments	15 et 40 ans
Améliorations locatives	15 ans
Véhicules	10 et 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipements	5 et 20 ans

## D) Passifs

### Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

### Subventions reportées du gouvernement du Québec

Les subventions reçues du gouvernement du Québec sont, dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un deuxième temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subvention est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

## E) Revenus

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

passif. La ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

### F) Avantages sociaux futurs

#### Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

#### Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués au 31 décembre 2018 selon la méthode suivante : valeur lissée sur 5 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :
  - pour les salaires et les avantages sociaux : sur une période maximale de 20 ans;
- Avantages sociaux futurs :
  - pour le déficit constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;
  - à titre de mesure d'allègement pour gains/pertes actuariels relatifs aux régimes de retraite à prestations déterminées : au terme de la DMERCA du 31 décembre 2008 ;
  - pour le Régime de retraite des maires et des conseillers des municipalités (RRMCM) : au rythme du paiement des contributions à Retraite Québec.
- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
  - pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

Dans le cadre de l'application de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal*, des DCTP peuvent avoir été renversées par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales en contrepartie d'un coût des services passés négatif, en cas de solde de pertes actuarielles nettes non amorties pouvant être constatées insuffisant, comme expliqué dans les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs à la page S24-1 des états financiers.

**H) Instruments financiers**

S/O

**I) Autres éléments**

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalent de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Affectations

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des charges de fonctionnement.

### **3. Modification de méthodes comptables**

#### **Actifs éventuels**

À compter du présent exercice, la ville a adopté la norme SP 3320, Actifs éventuels. La nouvelle norme comprend des exigences relatives aux informations à fournir sur les actifs éventuels dont la réalisation est probable.

Puisque la ville n'avait aucun actif éventuel probable à la date des états financiers, aucune information n'a été présentée aux états financiers. Cette nouvelle norme comptable a été appliquée de façon prospective.

#### **Droits contractuels**

À compter du présent exercice, la ville a adopté la norme SP 3380, Droits contractuels. La nouvelle norme comprend des exigences relatives aux informations à fournir sur les droits contractuels découlant de contrats ou d'accords qui donneront lieu à des actifs et à des revenus dans l'avenir.

Les informations requises sur les droits contractuels de la ville en vertu de cette nouvelle norme comptable sont présentées à la note 19 et portent sur la prestation de services, la location d'immeubles ainsi que sur des ententes de transferts. Cette nouvelle norme comptable a été appliquée de façon prospective.

#### **Information relative aux apparentés et opérations interentités**

À compter du présent exercice, la ville a adopté la norme SP 2200, Information relative aux apparentés et la norme SP 3420, Opérations interentités. Ces nouvelles normes, qui définissent la notion d'apparentés, comprennent des exigences relatives aux informations à fournir relativement aux opérations entre apparentés ainsi qu'à la comptabilisation des opérations conclues entre des entités du secteur public qui sont comprises dans le périmètre comptable. Ces nouvelles normes comptables sont appliquées de façon prospective.

Il n'y a eu aucune opération interentités au cours de l'exercice.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
<b>4. Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 5 662 179	4 021 779
Découvert bancaire	2 ( ) ( )	
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	
<i>Autres éléments</i>		
-	4	
-	5	
-	6	
-	7	
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice</b>	<b>8 5 662 179</b>	<b>4 021 779</b>
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9 2 051 942	1 196 220
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10 13 835 558	
<b>Note</b>		
<b>5. Débiteurs</b>		
Taxes municipales	11 5 414 842	5 309 648
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 18 608 401	18 254 578
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 681 761	792 030
Organismes municipaux	15 9 727 144	6 831 761
Autres		
- Services rendus et amendes etc	16 3 455 068	3 136 916
-	17	
	<b>18 37 887 216</b>	<b>34 324 933</b>
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19 17 092 946	14 984 022
Organismes municipaux	20 7 865 600	5 071 500
Autres tiers	21 (536 229)	(703 457)
	<b>22 24 422 317</b>	<b>19 352 065</b>
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23 1 146 081	1 097 211
<b>Note</b>		
<b>6. Prêts</b>		
Prêts à un office d'habitation	24	
Prêts à un fonds d'investissement	25	
Autres		
-	26	
-	27	
	<b>28</b>	
Provision pour moins-value déduite des prêts	29	
<b>Note</b>		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
<b>7. Placements de portefeuille</b>			
Placements à titre d'investissement	30	300 871	462 936
Autres placements	31		
	32	300 871	462 936
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

**Note****8. Avantages sociaux futurs****Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(2 483 000)	(2 591 000)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37	<u>(2 483 000)</u>	<u>(2 591 000)</u>

**Charge de l'exercice**

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	2 092 000	2 114 000
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	90 298	79 990
	43	<u>2 182 298</u>	<u>2 193 990</u>

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

**Note****La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal**

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 est requise par la Loi pour tous les régimes visés.

Un processus prévoit une période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements qui seront apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel sera prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que selon les conditions prévues à la Loi, certains régimes peuvent faire l'objet de report dans le processus avec négociations à compter du 1er janvier 2016 (ci-après « régimes avec report »). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 est requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties alors que d'autres éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes avec report.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches et l'ampleur des sommes en cause sont indéterminables, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2018.

**Application de la Loi aux régimes de la municipalité et son entité consolidée**

La municipalité et son entité consolidée ont finalisé l'entente pour le régime de retraite. L'effet sur les modalités de partage du service courant et du fonds de stabilisation a été appliqué conformément avec les dispositions de la Loi et des dispositions de l'entente conclue.

---

**9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44
Autres	45
	46

---

**Note**

---

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

**10. Emprunts temporaires**

La Ville a autorisé et négocié auprès d'une institution financière une marge de crédit sur découvert de 5 000 000 \$ au taux de base (3.95% au 31 décembre 2018) renégociable le 31 juillet 2019. Au 31 décembre 2018, cette marge de crédit n'était pas utilisée.

La Ville a également autorisé et négocié auprès de la même institution financière une marge de crédit temporaire pour des projets d'infrastructures au montant de 10 000 000 \$ . Cette marge bénéficie du même taux d'intérêts et est renégociable le 31 juillet 2019. Au 31 décembre 2018, cette marge était utilisée pour un montant de 5 000 \$.

**11. Crédoeurs et charges à payer**

Fournisseurs	47	7 383 117	6 417 161
Salaires et avantages sociaux	48	2 921 626	2 746 064
Dépôts et retenues de garantie	49	3 405 644	3 523 611
Provision pour contestations d'évaluation	50	11 986	
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Intérêts courus à payer-dette	53	1 180 568	1 244 850
- Allocation départ, transition	54	183 539	290 783
-	55		
-	56		
-	57		
	58	15 086 480	14 222 469

**Note****12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59	4 613	4 613
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60	774 428	566 435
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	43 942	43 942
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions de promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Autres	68	338 334	35 932
-	69		
-	70		
-	71		
	72	1 161 317	650 922

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

							<b>2018</b>	<b>2017</b>
<b>13. Dette à long terme</b>	<b>Taux d'intérêt</b>		<b>Échéance</b>					
	<b>de</b>	<b>à</b>	<b>de</b>	<b>à</b>				
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,00	4,45	2019	2048	73		178 836 000	176 639 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					74			
Gains (pertes) de change reportés					75			
					76			
Autres dettes à long terme								
Gouvernement du Québec et ses entreprises					77	2 881	11 954	
Organismes municipaux					78	1 119 000	1 161 000	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					79			
Autres					80	181 852	206 185	
					81	180 139 733	178 018 139	
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	( 2 267 060 )	( 2 303 810 )	
					83	177 872 673	175 714 329	

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<b>Obligations et billets</b>		<b>Autres dettes à long terme</b>		<b>Total 2018</b>			
	<b>Avec fonds d'amortissement</b>	<b>Sans fonds d'amortissement</b>	<b>Location-acquisition</b>	<b>Autres</b>				
2019	84	92	13 782 000	100	109	72 794	117	13 854 794
2020	85	93	13 166 000	101	110	75 831	118	13 241 831
2021	86	94	13 385 000	102	111	97 072	119	13 482 072
2022	87	95	12 711 000	103	112	103 085	120	12 814 085
2023	88	96	11 765 000	104	113	106 099	121	11 871 099
2024 et +	89	97	114 027 000	105	114	848 852	122	114 875 852
	90	98	178 836 000	106	115	1 303 733	123	180 139 733
Intérêts et frais accessoires				107			124	
	91	99	178 836 000	108	116	1 303 733	125	180 139 733

**Note**

		<b>2018</b>	<b>2017</b>
<b>14. Actifs financiers nets (dette nette)</b>			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	126	(152 758 204)	(154 369 072)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	( )	( )
Autres	128	( )	( )
	129	(152 758 204)	(154 369 072)

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<b>15. Immobilisations</b>		<b>Solde au début</b>		<b>Addition</b>		<b>Cession / Ajustement</b>		<b>Solde à la fin</b>
<b>COÛT</b>								
Infrastructures								
Eau potable	130	82 466 240	158	2 137 639	185		212	84 603 879
Eaux usées	131	149 858 286	159	5 666 977	186		213	155 525 263
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	133 839 823	160	8 555 659	187		214	142 395 482
Autres	133	45 301 334	161	5 066 043	188		215	50 367 377
Réseau d'électricité	134		162		189		216	
Bâtiments	135	48 813 479	163	2 108 958	190		217	50 922 437
Améliorations locatives	136	2 904 112	164	8 551	191		218	2 912 663
Véhicules	137	2 920 135	165	12 737	192		219	2 932 872
Ameublement et équipement de bureau	138	3 867 290	166	10 901	193		220	3 878 191
Machinerie, outillage et équipement divers	139	16 287 817	167	258 657	194		221	16 546 474
Terrains	140	11 478 160	168	220 815	195		222	11 698 975
Autres	141		169		196		223	
	142	<u>497 736 676</u>	170	<u>24 046 937</u>	197		224	<u>521 783 613</u>
Immobilisations en cours	143	<u>3 369 907</u>	171	<u>(2 759 146)</u>	198		225	<u>610 761</u>
	144	<u>501 106 583</u>	172	<u>21 287 791</u>	199		226	<u>522 394 374</u>
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>								
Infrastructures								
Eau potable	145	33 123 376	173	2 042 308	200		227	35 165 684
Eaux usées	146	64 232 356	174	4 026 845	201		228	68 259 201
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	49 486 991	175	4 468 243	202		229	53 955 234
Autres	148	16 629 499	176	1 795 888	203		230	18 425 387
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	12 781 837	178	1 281 651	205		232	14 063 488
Améliorations locatives	151	2 646 115	179	19 846	206		233	2 665 961
Véhicules	152	2 184 544	180	78 912	207		234	2 263 456
Ameublement et équipement de bureau	153	3 376 451	181	100 332	208		235	3 476 783
Machinerie, outillage et équipement divers	154	10 787 021	182	508 949	209		236	11 295 970
Autres	155		183		210		237	
	156	<u>195 248 190</u>	184	<u>14 322 974</u>	211		238	<u>209 571 164</u>
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	157	<u>305 858 393</u>					239	<u>312 823 210</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240		243		245		247	
Amortissement cumulé	241	( _____ )	244	( _____ )	246	( _____ )	248	( _____ )
Valeur comptable nette	242	<u>_____</u>					249	<u>_____</u>

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
<b>16. Propriétés destinées à la revente</b>			
Immeubles de la réserve foncière	250		
Immeubles industriels municipaux	251	4 121 175	3 667 461
Autres	252	4 461 121	3 576 545
	253	8 582 296	7 244 006
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	8 582 296	7 244 006

**Note****17. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance			
- Contrat d'entretien	256	23 703	17 666
- Assurances	257		676
-	258		
Autres			
- Autres	259	82 074	856 122
-	260		
	261	105 777	874 464

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**18. Obligations contractuelles**

Au cours de l'exercice et des exercices antérieurs, la Ville s'est engagée par engagements de crédit auprès de différents organismes ou sociétés. Pour pourvoir à ces engagements, la Ville devra prévoir, au cours des cinq prochains exercices financiers les sommes suivantes:

2019	14 959 223 \$
2020	9 620 301
2021	5 001 762
2022	3 215 869
2023	2 353 587

Organisme contrôlé

La Société du Port de Valleyfield s'est engagée en vertu d'une entente d'une durée de cinq ans échéant en octobre 2019 pour des services de sécurité. Les versements à effectuer au cours des prochains exercices s'établissent comme suit:

2019	216 620 \$
------	------------

**19. Droits contractuels**

Au cours de l'exercice et des exercices antérieurs, la Ville a signé plusieurs ententes relativement à la prestation de services et la location d'immeubles. En vertu de ces ententes, les revenus qui seront constatés au cours des cinq prochains exercices financiers s'établissent comme suit:

2019	1 296 448 \$
2020	1 202 671 \$
2021	1 158 921 \$
2022	1 158 921 \$
2023	1 158 921 \$

De plus, au cours de l'exercice et des exercices antérieurs, la Ville et les gouvernements du Québec et du Canada ont signé des protocoles d'entente dans lesquels les gouvernements s'engagent à verser une somme de 17 400 732 \$ pour des travaux. La ville doit également investir 6 856 954 \$ dans ces travaux. Les travaux doivent être exécutés avant le 31 décembre 2019. Les revenus comptabilisés par la Ville au cours de l'exercice et des exercices antérieurs relativement à ces ententes totalisent 10 250 970 \$.

Organisme contrôlé

La Société du Port de Valleyfield a signé plusieurs baux relativement à la location d'entrepôts et de terrain. En vertu de ces ententes, les revenus qui seront constatés dans les prochains exercices s'établissent comme suit :

2019	971 883 \$
2020	836 071 \$
2021	768 189 \$
2022	785 998 \$
2023	805 249 \$

**20. Passifs éventuels**

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

### a) Cautionnement et garantie

La Ville assume une responsabilité éventuelle à titre d'endosseur d'emprunts consentis à des organismes ne faisant pas partie de son périmètre comptable pour un montant maximal de 20 162 772 \$. Au 31 décembre 2018, le solde de ces emprunts s'élève à 10 554 208 \$. Advenant que la Ville doive déboursier ces cautions, ces sommes viendront augmenter les charges de l'exercice.

### b) Auto-assurance

La Ville a comme politique générale, de s'assurer contre certains risques, en souscrivant à une police d'assurance auprès d'une compagnie d'assurance reconnue, par l'intermédiaire d'un courtier en assurance de dommages et ceci, après avoir fait évaluer ses besoins par une firme d'experts.

Le contrat d'assurance, en vigueur au 31 décembre 2018, s'étend entre autres: aux bâtiments et contenu, aux pertes d'argent et fidélité des employés, aux équipements d'entrepreneur (risques multiples), aux bris des machines, aux automobiles, aux accidents et à la responsabilité civile générale. Finalement, un contrat d'assurance responsabilité excédentaire de type "Umbrella" est aussi en vigueur.

### c) Poursuites

Réclamations et poursuites

Diverses réclamations et poursuites judiciaires dont le total de certaines est estimé à 46 331 318 \$ et d'autres dont le montant est indéterminé ont été entreprises contre la Ville de Salaberry-de-Valleyfield. Certaines de ces réclamations ont été transmises aux assureurs de la Ville qui en ont pris fait et cause. (voir cependant note 20 b). Au moment de la mise au point définitive des états financiers, il était impossible de prévoir l'issue de ces dossiers juridiques, la Ville contestant le bien-fondé de ces réclamations. Les administrateurs de la Ville sont d'avis que la plupart de ces réclamations sont sans fondement et, en conséquence, seule une provision de 342 907 \$ a été prise aux états financiers. Advenant un accueil favorable de certaines de ces réclamations, la franchise et/ou la réclamation serait imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

Griefs

Des avis de griefs alléguant le non-respect des conventions collectives ont été déposés par les syndicats des employés de la Ville pour un montant estimatif de 158 235 \$. De l'avis des administrateurs de la Ville, la plupart de ces réclamations sont sans fondement et aucune provision n'a, en conséquence, été inscrite aux états financiers. Advenant un accueil favorable de certains de ces griefs syndicaux, la dépense serait imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

### d) Autres

Environnement

#### i) Site d'enfouissement sanitaire

Un ancien site d'enfouissement sanitaire de la Ville a été identifié comme lieu pouvant présenter des impacts écologiques négatifs produits par des déchets déposés dans ce site par la Ville et des municipalités environnantes au cours de plusieurs années. Il a été établi avec le ministère de l'Environnement que des correctifs seront nécessaires. À cet

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

effet, un mandat a été accordé à la firme Soprin-ADS et un rapport a été déposé en 1998 et transmis au ministère de l'Environnement du Québec en 1999. En 2015, des analyses ont démontré la présence de biogaz en quantité importante. La Ville travaille présentement à l'élaboration d'un plan de mesure de mitigation des impacts possibles de la présence du biogaz. La Ville est en discussion avec le MDDELCC en ce qui a trait à la présence des biogaz mais également relativement aux autres impacts possibles dus à la présence des déchets. Il n'est présentement pas possible d'évaluer le coût total de la décontamination du site ou de la mise en place de mesures de mitigation ainsi que leur mode de financement.

Lorsque le montant en cause sera connu, ce dernier sera comptabilisé à titre de passif et la Ville aura la possibilité de se prévaloir d'une mesure d'allègement pour en étaler l'effet sur la taxation.

**21. Actifs éventuels**

S.O.

**22. Redressement aux exercices antérieurs**

S.O.

**23. Données budgétaires**

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes contrôlés, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présenté dans les informations sectorielles.

**24. Instruments financiers**

S.O.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Réalizations 2017		Budget 2018	Réalizations 2018		Total consolidé <sup>1</sup>
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
<b>Revenus</b>							
<b>Fonctionnement</b>							
Taxes	1	63 530 087	63 688 583	64 370 868			64 370 868
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 633 934	2 789 658	2 811 422			2 811 422
Quotes-parts	3						
Transferts	4	2 111 003	2 118 984	2 344 853			2 344 853
Services rendus	5	2 175 089	2 525 473	2 733 899		3 779 050	6 512 949
Imposition de droits	6	2 510 914	2 566 906	3 625 324			3 625 324
Amendes et pénalités	7	958 590	1 154 050	1 076 270			1 076 270
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	642 781	515 750	731 450		42 680	774 130
Autres revenus	10	2 595 207	2 952 491	2 387 395		(688 839)	1 541 513
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	77 157 605	78 311 895	80 081 481		3 132 891	83 057 329
<b>Investissement</b>							
Taxes	13			35 810			35 810
Quotes-parts	14						
Transferts	15	1 726 216	7 140 000	7 086 596			7 086 596
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	3 074 653					
Autres	18	4 581 710		3 649 675			3 649 675
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20	9 382 579	7 140 000	10 772 081			10 772 081
	21	86 540 184	85 451 895	90 853 562		3 132 891	93 829 410
<b>Charges</b>							
Administration générale	22	7 066 272	7 211 036	7 414 761	179 441		7 594 202
Sécurité publique	23	11 945 796	12 308 468	12 491 656	437 055		12 928 711
Transport	24	12 000 914	12 348 049	12 678 219	5 667 032	3 623 121	21 811 329
Hygiène du milieu	25	14 402 923	15 248 752	15 829 493	6 343 452		22 172 945
Santé et bien-être	26	477 967	436 083	506 854			506 854
Aménagement, urbanisme et développement	27	3 969 832	4 584 109	3 660 162	112 323		3 772 485
Loisirs et culture	28	9 086 317	9 125 483	8 864 692	1 583 671		10 448 363
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	5 429 794	5 718 960	5 485 961			5 485 961
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	13 759 780	13 766 881	14 322 974	(14 322 974)		
	33	78 139 595	80 747 821	81 254 772		3 623 121	84 720 850
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	34	8 400 589	4 704 074	9 598 790		(490 230)	9 108 560

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Réalizations 2017		Budget 2018		Réalizations 2018		Total consolidé <sup>1</sup>
		Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	8 400 589		4 704 074		9 598 790	(490 230)	9 108 560
Moins: revenus d'investissement	2	( 9 382 579 )	(	7 140 000 )	(	10 772 081 )	(	10 772 081 )
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	3	(981 990)		(2 435 926)		(1 173 291)	(490 230)	(1 663 521)
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>								
<i>Ajouter (déduire)</i>								
<b>Immobilisations</b>								
Amortissement	4	13 759 780		13 766 881		14 322 974		14 322 974
Produit de cession	5	195 114						
(Gain) perte sur cession	6	(112 796)						
Réduction de valeur / Reclassement	7	163 740						
	8	14 005 838		13 766 881		14 322 974		14 322 974
<b>Propriétés destinées à la revente</b>								
Coût des propriétés vendues	9	368 728		871 583				
Réduction de valeur / Reclassement	10	(163 604)						
	11	205 124		871 583				
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>								
Remboursement ou produit de cession	12	65 603				161 552		161 552
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13							
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	43 117				109 627	895 882	1 005 509
	15	108 720				271 179	895 882	1 167 061
<b>Financement</b>								
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	950 000				1 400 000		1 400 000
Remboursement de la dette à long terme	17	( 12 378 488 )	(	11 356 056 )	(	11 451 221 )	(	11 451 221 )
	18	(11 428 488)		(11 356 056)		(10 051 221)		(10 051 221)
<b>Affectations</b>								
Activités d'investissement	19	( 743 883 )	(	212 282 )	(	293 302 )	(	293 302 )
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>								
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	119 309		(32 000)		103 304		103 304
Excédent de fonctionnement affecté	21	1 049 818		259 240		1 829 773		1 829 773
Réserves financières et fonds réservés	22	689 255		(409 140)		(576 233)		(576 233)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(324 064)		(452 300)		(542 475)	(76)	(542 551)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24							
	25	790 435		(846 482)		521 067	(76)	520 991
	26	3 681 629		2 435 926		5 063 999	895 806	5 959 805
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	27	2 699 639				3 890 708	405 576	4 296 284

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Réalizations 2017		Réalizations 2018		Total consolidé <sup>1</sup>
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats		
<b>Revenus d'investissement</b>	1	9 382 579	10 772 081			10 772 081
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
<b>Immobilisations</b>						
Acquisition						
Administration générale	2	( 12 368 )	( 10 938 )	( )	( )	( 10 938 )
Sécurité publique	3	( 856 883 )	( 216 525 )	( )	( )	( 216 525 )
Transport	4	( 9 948 666 )	( 12 033 030 )	( )	( )	( 12 033 030 )
Hygiène du milieu	5	( 10 848 445 )	( 7 790 454 )	( )	( )	( 7 790 454 )
Santé et bien-être	6	( )	( )	( )	( )	( )
Aménagement, urbanisme et développement	7	( 21 982 )	( 220 815 )	( )	( )	( 220 815 )
Loisirs et culture	8	( 7 086 978 )	( 1 016 029 )	( )	( )	( 1 016 029 )
Réseau d'électricité	9	( )	( )	( )	( )	( )
	10	( 28 775 322 )	( 21 287 791 )	( )	( )	( 21 287 791 )
<b>Propriétés destinées à la revente</b>						
Acquisition	11	( 826 260 )	( 1 338 290 )	( )	( )	( 1 338 290 )
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>						
Émission ou acquisition	12	( 108 801 )	( 109 114 )	( )	( )	( 109 114 )
<b>Financement</b>						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	14 785 589	7 309 123			7 309 123
<b>Affectations</b>						
Activités de fonctionnement	14	743 883	293 302			293 302
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15					
Excédent de fonctionnement affecté	16	286 449	463 651			463 651
Réserves financières et fonds réservés	17	1 710 015	506 453			506 453
	18	2 740 347	1 263 406			1 263 406
	19	(12 184 447)	(14 162 666)			(14 162 666)
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	20	(2 801 868)	(3 390 585)			(3 390 585)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		<u>2017</u>	<u>Administration</u>	<u>2018</u>	<u>Total</u>
		Administration	municipale	Organismes	consolidé <sup>1</sup>
			municipale	contrôlés et	
				partenariats	
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	2 119 014	4 344 983	1 317 196	5 662 179
Débiteurs (note 5)	2	34 857 205	38 140 360	573 994	37 887 216
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4	462 936	300 871		300 871
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	37 439 155	42 786 214	1 891 190	43 850 266
<b>PASSIFS</b>					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10		5 000		5 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	13 710 373	14 361 581	1 552 037	15 086 480
Revenus reportés (note 12)	12	644 990	1 156 316	5 001	1 161 317
Dette à long terme (note 13)	13	175 714 329	177 872 673		177 872 673
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	2 591 000	2 483 000		2 483 000
	15	192 660 692	195 878 570	1 557 038	196 608 470
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>	16	(155 221 537)	(153 092 356)	334 152	(152 758 204)
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>					
Immobilisations (note 15)	17	305 858 393	312 823 210		312 823 210
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	7 244 006	8 582 296		8 582 296
Stocks de fournitures	19	756 617	719 889		719 889
Autres actifs non financiers (note 17)	20	831 212	34 442	71 335	105 777
	21	314 690 228	322 159 837	71 335	322 231 172
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	276 457	3 172 136	405 576	3 577 712
Excédent de fonctionnement affecté	23	5 569 632	3 667 933		3 667 933
Réserves financières et fonds réservés	24	6 062 388	11 870 663		11 870 663
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	( 15 415 017 )	( 15 416 517 )	( 89 )	( 15 416 606 )
Financement des investissements en cours	26	(7 725 136)	(16 145 769)		(16 145 769)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	170 700 367	181 919 035		181 919 035
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	159 468 691	169 067 481	405 487	169 472 968

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**CHARGES PAR OBJETS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
		<b>Budget 2018</b>	<b>Réalisations 2018</b>	<b>Réalisations 2018</b>	<b>Réalisations 2017</b>
<b>Rémunération</b>	1	17 343 543	16 872 699	17 137 445	16 557 111
<b>Charges sociales</b>	2	4 639 859	4 559 556	4 633 862	4 567 525
<b>Biens et services</b>	3	31 210 149	31 558 007	34 742 076	33 628 154
<b>Frais de financement</b>					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	4	5 128 309	4 621 326	4 621 326	4 587 853
D'autres organismes municipaux	5		252 900	252 900	199 332
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	309 651	348 086	348 086	336 403
D'autres tiers	7				
Autres frais de financement	8	281 000	263 649	263 649	309 125
<b>Contributions à des organismes</b>					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	9	3 660 482	3 660 436	3 660 436	3 254 519
Transferts	10				
Autres	11	56 000	57 043		
Autres organismes					
Transferts	12				
Autres	13	4 211 936	4 243 086	4 243 086	4 181 693
<b>Amortissement des immobilisations</b>	14	13 766 881	14 322 974	14 322 974	13 725 005
<b>Autres</b>					
- Prog. subv. et autres	15	140 011	495 010	495 010	364 969
-	16				
- Opération de restructuration	17				211 533
	18	80 747 821	81 254 772	84 720 850	81 923 222

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

**RÉSULTATS**

**Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	1
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2
Autres revenus	3
	4

**Charges**

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5
Variation de la provision pour moins-value	6
	7
Autres charges	8
	9
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	<b>10</b>

**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**

**Actifs**

Trésorerie et équivalents de trésorerie	11
Placements de portefeuille	12
Débiteurs	13
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14
Provision pour moins-value	15 (                    ) (                    )
	16
	17

**Passifs**

Créditeurs et charges à payer	18
Revenus reportés	19
Dette à long terme	20
	21
<b>Solde du Fonds local d'investissement</b>	<b>22</b>

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE**  
**ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	23
Supportant les engagements de prêts	24
Supportant les garanties de prêts	25
	26

**Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu**

**Note sur la dette à long terme**

**Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts**

**Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts**

**Note sur les autres revenus et les autres charges**

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

**RÉSULTATS**

**Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	1
Revenus sur les prêts aux entreprises	2
Autres revenus	3
	4

**Charges**

Créances douteuses	
Radiation de prêts	5
Variation de la provision pour moins-value	6
	7
Intérêts sur la dette à long terme	8
Autres charges	9
	10

<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	<b>11</b>
---	-----------

**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**

**Actifs**

Trésorerie et équivalents de trésorerie	12
Placements de portefeuille	13
Débiteurs	14
Prêts aux entreprises	15
Provision pour moins-value	16 (                                    ) (                                    )
	17
	18

**Passifs**

Créditeurs et charges à payer	19
Revenus reportés	20
Dette à long terme	21
	22

**Solde du Fonds local de solidarité**

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	23
Excédent (déficit) non affecté	24
	25

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE**  
**ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	26
Supportant les engagements de prêts	27
	28

**Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu**

**Note sur la dette à long terme**

**Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts**

**Note sur les autres revenus et les autres charges**

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
<b>RÉSULTATS</b>		
<b>Revenus</b>		
Revenus provenant de la gestion foncière	1	
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2	
Autres revenus	3	
	4	
<b>Charges</b>		
Frais de gestion		
Salaires	5	
Créances douteuses	6	
Autres frais de gestion	7	
	8	
Activités et projets de mise en valeur du territoire		
-	9	
-	10	
-	11	
-	12	
-	13	
-	14	
	15	
	16	
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	<b>17</b>	

**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**

<b>Actifs</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	18	
Placements de portefeuille	19	
Débiteurs	20	
Provision pour créances douteuses	21	(                    ) (                    )
	22	
Autres	23	
	24	
<b>Passifs</b>		
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	25	
Créditeurs et charges à payer	26	
Revenus reportés		
Provenant de la gestion foncière	27	
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	28	
Autres	29	
Autres	30	
	31	
<b>Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire</b>	<b>32</b>	

**Note sur les autres actifs**

**Note sur les créditeurs et charges à payer**

**Note sur les autres revenus reportés**

**Note sur les autres passifs**

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS  
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ  
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	3 577 712	1 172 339
Excédent de fonctionnement affecté	2	3 667 933	5 569 632
Réserves financières et fonds réservés	3	11 870 663	6 062 388
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	15 416 606 ) (	15 415 182 )
Financement des investissements en cours	5	(16 145 769)	(7 725 136)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	181 919 035	170 700 367
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	169 472 968	160 364 408
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS</b>			
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>			
Administration municipale	9	3 172 136	276 457
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>	10	405 576	895 882
	11	3 577 712	1 172 339
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
Administration municipale			
- Immeubles industriels	12	55 869	609 583
- Engagements fin. reportés	13	33 545	567 408
- Municipalité de Grande-Ile	14	14 299	14 299
- Logement social	15	520 000	600 000
- Élections	16	100 000	100 000
- Rénovations d'infrastructures	17	63 195	299 463
- Société du Port	18	2 115 892	1 220 010
- Entretien bâtiments municipaux	19	240 986	329 049
- Autres projets	20	524 147	1 829 820
	21	3 667 933	5 569 632
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>			
-	22		
-	23		
-	24		
	25		
	26	3 667 933	5 569 632
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>			
Réserves financières - Administration municipale			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
<b>Fonds réservés</b>			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	1 734 320	989 333
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	646 352	461 613
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41	9 112 369	4 352 055
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
- Transport adapté	45	317 622	206 887
- Fonds à des fins stationnement	46	60 000	52 500
	47	11 870 663	6 062 388
	48	11 870 663	6 062 388

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 ( ) ( )	171 000 )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 ( ) ( )	)
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 ( 488 000 ) ( )	732 000 )
Autres	52 ( ) ( )	)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 ( ) ( )	)
	54 ( 488 000 ) ( )	903 000 )
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 ( ) ( )	)
Assainissement des sites contaminés	56 ( ) ( )	)
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 ( ) ( )	)
Autres	58 ( ) ( )	)
-	59 ( ) ( )	)
	60 ( 488 000 ) ( )	903 000 )
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 <sup>er</sup> janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 ( ) ( )	8 920 )
Intérêts sur la dette à long terme	62 ( 89 ) ( )	165 )
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 ( ) ( )	)
Utilisation du fonds de roulement	64 ( ) ( )	)
Mesure relative aux frais reportés	65 ( ) ( )	)
Autres	66 ( 181 852 ) ( )	206 185 )
-	67 ( ) ( )	)
	68 ( 181 941 ) ( )	215 270 )
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 ( ) ( )	)
Frais d'émission de la dette à long terme	70 ( ) ( )	)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 ( ) ( )	)
Autres		
- Fin. LT activités fonctionneme	72 ( 14 056 308 ) ( )	13 678 780 )
- Dette Annexion territoire	73 ( 1 119 000 ) ( )	1 161 000 )
	74 ( 15 175 308 ) ( )	14 839 780 )
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75 428 643	542 868
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entrepreneurs, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs liés au FLI et au FLS	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres	79	
-	80 428 643	542 868
	81 ( 15 416 606 ) ( )	15 415 182 )

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Financement des investissements en cours</b>		
Financement non utilisé	82 2 396 522	6 704 092
Investissements à financer	83 ( 18 542 291 ) (	14 429 228 )
	84 (16 145 769)	(7 725 136)
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 312 823 210	305 858 393
Propriétés destinées à la revente	86 8 582 296	7 244 006
Prêts	87	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88 300 871	462 936
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90 321 706 377	313 565 335
Ajustements aux éléments d'actif	91	
	92 321 706 377	313 565 335
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	93 ( 177 872 673 ) (	175 714 329 )
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 ( 2 267 060 ) (	2 303 810 )
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95 24 958 546	20 055 522
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96 15 954 942	15 746 008
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97 853 268	751 005
	98 ( 138 372 977 ) (	141 465 604 )
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 ( 1 414 365 ) (	1 399 364 )
	100 ( 139 787 342 ) (	142 864 968 )
	101 181 919 035	170 700 367

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u>          </u>

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

La Ville de Salaberry-de-Valleyfield parraine un régime de retraite à prestations déterminées. Le régime de retraite à prestations déterminées offert à l'ensemble des salariés est contributif. Ce régime prévoit des prestations basées sur le salaire gagné à chaque année. Les rentes accumulées sont indexées à chaque année.

Les cotisations salariales des participants s'élèvent à 6.5% du salaire jusqu'au 31 décembre 2008. À compter du 1er janvier 2009, les cotisations salariales des participants s'élèvent à 8.0% du salaire. À compter du 3 juillet 2016, les cotisations salariales des participants s'élèvent à 8.2% du salaire. À compter du 1er janvier 2018, les cotisations salariales des participants s'élèvent à 8.4% du salaire. Les cotisations annuelles de la Ville ne peuvent être inférieures à un montant égal aux cotisations totales des participants. La rente de retraite est constituée d'une rente viagère pour le service passé ainsi que pour le service courant. Cette rente viagère est égale à 2% du salaire pour chaque année de participation. De plus, une rente de raccordement est payable jusqu'à 65 ans pour une portion du service passé accumulé jusqu'au 31 décembre 2013. Cette rente est égale à 0.125% du salaire pour chaque année de participation avant le 1er janvier 2014. La rente de retraite et la rente de raccordement sont ajustées annuellement en fonction de l'augmentation du salaire industriel moyen jusqu'à concurrence de 1.5% jusqu'au 31 décembre 2013 et jusqu'à concurrence de 1,75% à compter du 1er janvier 2014.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (2 591 000)	(2 750 000)
Charge de l'exercice	4 ( 2 092 000 )	( 2 114 000 )
Cotisations versées par l'employeur	5 2 200 000	2 273 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 <u>(2 483 000)</u>	<u>(2 591 000)</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 57 617 000	54 011 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ( <u>62 370 000</u> )	( <u>59 502 000</u> )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (4 753 000)	(5 491 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 <u>2 270 000</u>	<u>2 900 000</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (2 483 000)	(2 591 000)
Provision pour moins-value	12 ( <u>        </u> )	( <u>        </u> )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 <u>(2 483 000)</u>	<u>(2 591 000)</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes en cause	14 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 57 617 000	54 011 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ( <u>62 370 000</u> )	( <u>59 502 000</u> )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ( <u>4 753 000</u> )	( <u>5 491 000</u> )
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 2 939 000	2 919 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19 <u>2 939 000</u>	<u>2 919 000</u>
Cotisations salariales des employés	20 2 939 000	2 919 000
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	21 ( 1 467 000 )	( 1 450 000 )
	22 ( <u>        </u> )	( <u>        </u> )
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	23 1 472 000	1 469 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	24 358 000	343 000
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	25	26
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	28
Variation de la provision pour moins-value	28	29
Autres	29	30
-	30	31
-	31	32
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>1 830 000</u>	<u>1 812 000</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 3 082 000	3 066 000
Rendement espéré des actifs	34 ( 2 820 000 )	( 2 764 000 )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 <u>262 000</u>	<u>302 000</u>
Charge de l'exercice	<u>2 092 000</u>	<u>2 114 000</u>

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
<b>Informations complémentaires</b>		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 2 819 000	3 721 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 ( 2 820 000 )	( 2 764 000 )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 (1 000)	957 000
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 273 000	(1 071 000)
Prestations versées au cours de l'exercice	40 (2 880 000)	(3 181 000)
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 55 231 000	55 574 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite non capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 12	12
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,18 %	5,17 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,17 %	5,52 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques		
-	51	
-	52	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

		Régimes d'avantages complémentaires de retraite		Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53		54	

**Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements**

		2018		2017
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>				
Actif (passif) au début de l'exercice	55			
Charge de l'exercice	56	(                    )		(                    )
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57			
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58			
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>				
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59			
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	(                    )		(                    )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61			
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63			
Provision pour moins-value	64	(                    )		(                    )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65			
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>				
Nombre de régimes et avantages en cause	66			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67			
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	(                    )		(                    )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69	(                    )		(                    )
<b>Charge de l'exercice</b>				
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70			
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71			
	72			
Cotisations salariales des employés	73	(                    )		(                    )
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	(                    )		(                    )
	75			
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76			
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77			
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78			
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79			
Variation de la provision pour moins-value	80			

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017	
Autres			
-	81		
-	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85 ( _____ )	( _____ )	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
<b>Informations complémentaires</b>			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 ( _____ )	( _____ )	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
-	104		
-	105		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 \_\_\_\_\_

**Description des régimes et autres renseignements**

	<b>2018</b>	<b>2017</b>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime volontaire d'épargne-retraite	108	
Régime de retraite simplifié	109	
Régime de retraite par financement salarial	110	
Autres régimes	111	
	112	

**D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)**

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 \_\_\_\_\_

**Description des régimes et autres renseignements**

	<b>2018</b>	<b>2017</b>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur	114	

**E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX**

	<b>2018</b>	<b>2017</b>
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	9	9

**Description du régime**

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec (anciennement la Commission administrative des régimes de retraite et

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

d'assurances (CARRA)), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<b>2018</b>	<b>2017</b>
<b>Cotisations des élus au RREM</b>	116	<u>16 020</u>	<u>13 451</u>
<b>Charge de l'exercice</b>			
Contributions de l'employeur au RREM	117	53 989	45 331
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	118	<u>36 309</u>	<u>34 659</u>
	119	<u>90 298</u>	<u>79 990</u>

---

**Note**

---

---

## **RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS**

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>		
	<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>	
<b>TAXES</b>	<b>2018</b>	<b>2018</b>	<b>2018</b>	<b>2017</b>	
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	44 083 727	44 343 343	44 343 343	41 743 683
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5	355 313	358 020	358 020	121 248
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7		35 810	35 810	
Autres	8				
	9	44 439 040	44 737 173	44 737 173	41 864 931
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	5 842 441	6 087 688	6 087 688	6 879 847
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12	5 635 294	5 825 729	5 825 729	6 417 854
Matières résiduelles	13	5 076 918	5 129 943	5 129 943	5 997 326
Autres					
- Commerce dans résidence	14	25 380	24 549	24 549	29 247
- Contrôle des animaux	15	502 474	506 699	506 699	109 145
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	216 000	224 397	224 397	213 526
Service de la dette	18	1 722 786	1 813 835	1 813 835	2 014 571
Pouvoir général de taxation	19				
Activités de fonctionnement	20	228 250	56 665	56 665	3 640
Activités d'investissement	21				
	22	19 249 543	19 669 505	19 669 505	21 665 156
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	23				
Autres	24				
	25				
	26	19 249 543	19 669 505	19 669 505	21 665 156
	27	63 688 583	64 406 678	64 406 678	63 530 087

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
<b>COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES</b>				
<b>GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28	500 646	499 360	485 567
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29	851	2 757	5 443
Taxes d'affaires	30			
Compensations pour les terres publiques	31			
	32	501 497	502 117	491 010
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	931 261	939 261	903 042
Cégeps et universités	34	468 499	474 509	454 302
Écoles primaires et secondaires	35	717 070	720 588	670 593
	36	2 116 830	2 134 358	2 027 937
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
	41	2 618 327	2 636 475	2 518 947
<b>GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>				
Taxes sur la valeur foncière	42	168 806	168 750	112 002
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43	2 525	6 197	2 985
Taxes d'affaires	44			
	45	171 331	174 947	114 987
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48			
<b>AUTRES</b>				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	2 789 658	2 811 422	2 633 934

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
<b>TRANSFERTS</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	53			
<b>Sécurité publique</b>				
Police	54			
Sécurité incendie	55	3 627	3 627	
Sécurité civile	56			
Autres	57			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	116 530	107 959	153 394
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61			551 374
Transport adapté	62	502 355	502 355	502 355
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68			7 823
Réseau de distribution de l'eau potable	69	121 480	74 822	92 286
Traitement des eaux usées	70	144 517	260 064	90 495
Réseaux d'égout	71		230 783	136 450
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72	150 000	125 429	162 088
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78			
Autres	79			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82		48 000	25 064
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84	157 600	65 421	8 999
Promotion et développement économique	85			
Autres	86			3 000
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	87	44 909	140	1 052
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	96 593	107 069	106 320
Autres	89		2 528	15 136
<b>Réseau d'électricité</b>	90			
	91	1 333 984	1 528 197	1 855 836

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	92			
<b>Sécurité publique</b>				
Police	93			
Sécurité incendie	94	47 119	47 119	
Sécurité civile	95			
Autres	96			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	97	73 871	73 871	604 168
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			16 793
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107			
Réseau de distribution de l'eau potable	108	1 960 000	2 834 031	578 296
Traitement des eaux usées	109			
Réseaux d'égout	110	3 180 000	4 114 182	543 752
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			
Autres	125			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	126	2 000 000	17 393	17 393
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			
Autres	128			
<b>Réseau d'électricité</b>	129			
	130	7 140 000	7 086 596	1 743 009

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget 2018</b>	<b>Réalisations 2018</b>	<b>Réalisations 2018</b>	<b>Réalisations 2017</b>
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS DE DROIT</b>				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132			
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	785 000	816 656	816 656
Fonds de développement des territoires	136			806 541
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137			
Partage des revenus du cannabis	138			
Autres	139			
	140	785 000	816 656	816 656
<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	141	9 258 984	9 431 449	9 431 449
				4 405 386

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité**

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
<b>SERVICES RENDUS</b>				
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	142	280	280	704
Évaluation	143			
Autres	144			
	145	280	280	704
Sécurité publique				
Police	146			
Sécurité incendie	147	10 000	49 366	10 366
Sécurité civile	148	1 625	1 657	1 486
Autres	149			
	150	11 625	51 023	11 852
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151			
Enlèvement de la neige	152			
Autres	153			
Transport collectif	154	132 559	132 559	132 559
Autres	155			
	156	132 559	132 559	132 559
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157			
Réseau de distribution de l'eau potable	158			
Traitement des eaux usées	159	5 900	5 930	5 874
Réseaux d'égout	160			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162	33 500	37 269	27 518
Tri et conditionnement	163			
Autres	164			
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169	39 400	43 199	33 392
Santé et bien-être				
Logement social	170			
Autres	171			
	172			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	173		1 270	1 270
Rénovation urbaine	174			
Promotion et développement économique	175			
Autres	176			
	177		1 270	1 270
Loisirs et culture				
Activités récréatives	178			25 000
Activités culturelles				
Bibliothèques	179			
Autres	180			
	181			25 000
Réseau d'électricité	182			
	183	183 584	228 331	203 507

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité**

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>				
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	184			
Évaluation	185		1 100	14 600
Autre	186	344 870	371 969	204 816
	187	344 870	373 069	219 416
Sécurité publique				
Police	188	352 867	354 650	319 057
Sécurité incendie	189	4 000	6 110	3 310
Sécurité civile	190	19 800	12 342	13 988
Autres	191	27 000	29 000	27 000
	192	403 667	402 102	363 355
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	193			
Enlèvement de la neige	194	23 610	31 400	23 728
Autres	195	64 994	80 730	66 046
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	196			774 920
Transport adapté	197	261 978	252 995	254 354
Transport scolaire	198			
Autres	199			
Autres	200		3 779 050	3 090 591
	201	350 582	4 144 175	4 209 639
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	202			
Réseau de distribution de l'eau potable	203	53 550	3 550	35 801
Traitement des eaux usées	204	678 500	808 068	689 296
Réseaux d'égout	205	6 000	13 392	5 900
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	206			
Matières recyclables	207	59 900	65 070	55 855
Autres	208			
Cours d'eau	209			
Protection de l'environnement	210			
Autres	211			
	212	797 950	890 080	786 852
Santé et bien-être				
Logement social	213			
Sécurité du revenu	214			
Autres	215			6 000
	216			6 000
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	217	10 000	16 100	836
Rénovation urbaine	218	5 000	4 275	9 000
Promotion et développement économique	219	38 620	41 062	44 085
Autres	220			
	221	53 620	61 437	53 921
Loisirs et culture				
Activités récréatives	222	385 328	408 161	192 151
Activités culturelles				
Bibliothèques	223	5 872	5 594	5 759
Autres	224			
	225	391 200	413 755	197 910
Réseau d'électricité	226			
	227	2 341 889	2 505 568	5 837 093
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>	228	2 525 473	2 733 899	6 040 600

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget 2018</b>	<b>Réalisations 2018</b>	<b>Réalisations 2018</b>	<b>Réalisations 2017</b>
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>				
Licences et permis	229	385 300	590 352	356 073
Droits de mutation immobilière	230	1 700 000	2 617 783	1 719 176
Droits sur les carrières et sablières	231	481 606	417 189	435 258
Autres	232			407
	233	2 566 906	3 625 324	2 510 914
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>				
	234	1 154 050	1 076 270	958 590
<b>REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE</b>				
	235			
<b>AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS</b>				
	236	515 750	731 450	663 782
<b>AUTRES REVENUS</b>				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	237			112 796
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	238	2 622 251		813 961
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	239			
Contributions des promoteurs	240			3 074 653
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	241			
Contributions des organismes municipaux	242	320 240	4 924 176	476 390
Autres contributions	243		77 498	4 541 668
Redevances réglementaires	244			
Autres	245	10 000	1 035 396	823 164
	246	2 952 491	6 037 070	9 842 632
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>				
	247			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2018	Réalizations 2018			Réalizations 2018	Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>							
Conseil	1	970 449	900 078	4 119	904 197	904 197	863 715
Greffe et application de la loi	2	1 223 873	1 636 425	6 823	1 643 248	1 643 248	1 411 404
Gestion financière et administrative	3	2 720 974	2 656 135	57 773	2 713 908	2 713 908	2 748 605
Évaluation	4	901 747	881 586		881 586	881 586	875 950
Gestion du personnel	5	769 417	698 058	54	698 112	698 112	697 665
Autres							
-	6	624 576	642 479	110 672	753 151	753 151	685 665
-	7						
	8	7 211 036	7 414 761	179 441	7 594 202	7 594 202	7 283 004
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>							
Police	9	5 705 723	5 766 135	197 400	5 963 535	5 963 535	5 941 822
Sécurité incendie	10	6 001 007	6 098 338	209 317	6 307 655	6 307 655	5 776 773
Sécurité civile	11	37 856	22 815		22 815	22 815	28 730
Autres	12	563 882	604 368	30 338	634 706	634 706	619 424
	13	12 308 468	12 491 656	437 055	12 928 711	12 928 711	12 366 749
<b>TRANSPORT</b>							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	4 705 763	4 837 063	4 290 830	9 127 893	9 127 893	8 725 264
Enlèvement de la neige	15	3 760 941	3 997 099	8 899	4 005 998	4 005 998	3 647 202
Éclairage des rues	16	642 978	606 524	214 980	821 504	821 504	834 254
Circulation et stationnement	17	1 193 286	1 203 595	220 039	1 423 634	1 423 634	1 297 598
Transport collectif							
Transport en commun	18	1 988 181	1 976 003	1 557	1 977 560	1 977 560	3 377 251
Transport aérien	19	900	892	4 202	5 094	5 094	7 616
Transport par eau	20	56 000	57 043	926 525	983 568	4 449 646	3 102 418
Autres	21						
	22	12 348 049	12 678 219	5 667 032	18 345 251	21 811 329	20 991 603

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2018	Réalizations 2018			Réalizations 2018	Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
<b>Non audité</b>							
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 759 402	1 840 292	1 295 791	3 136 083	3 136 083	2 907 643
Réseau de distribution de l'eau potable	24	2 473 612	2 509 145	1 312 280	3 821 425	3 821 425	3 489 308
Traitement des eaux usées	25	1 654 900	1 750 610	1 762 064	3 512 674	3 512 674	3 535 713
Réseaux d'égout	26	3 806 384	3 795 217	1 869 515	5 664 732	5 664 732	5 515 835
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	1 515 112	2 356 307		2 356 307	2 356 307	1 386 329
Élimination	28	1 389 975	1 157 819		1 157 819	1 157 819	1 200 308
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	1 210 933	1 207 963	1 260	1 209 223	1 209 223	1 215 557
Tri et conditionnement	30	3 150					861
Matières organiques							
Collecte et transport	31	227 430	173 624		173 624	173 624	99 708
Traitement	32	123 695	161 834		161 834	161 834	161 367
Matériaux secs	33	705 492	662 595	52 639	715 234	715 234	707 944
Autres	34						
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37	286 574	129 323	49 903	179 226	179 226	140 567
Protection de l'environnement	38	92 093	84 764		84 764	84 764	111 212
Autres	39						
	40	15 248 752	15 829 493	6 343 452	22 172 945	22 172 945	20 472 352
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>							
Logement social	41	153 804	219 288		219 288	219 288	194 501
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	282 279	287 566		287 566	287 566	283 686
	44	436 083	506 854		506 854	506 854	478 187
<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	1 667 820	1 534 263	89 194	1 623 457	1 623 457	1 600 566
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46	120 139	111 450		111 450	111 450	115 846
Autres biens	47	197 662	370 671		370 671	370 671	215 158
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	1 069 156	1 043 688	520	1 044 208	1 044 208	1 019 459
Tourisme	49	620 345	562 994	22 609	585 603	585 603	625 425
Autres	50	908 987	37 096		37 096	37 096	506 315
Autres	51						
	52	4 584 109	3 660 162	112 323	3 772 485	3 772 485	4 082 769

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2018	Réalizations 2018			Réalizations 2018	Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	704 214	548 178		548 178	548 178	604 190
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 397 322	1 354 999		1 354 999	1 354 999	1 403 380
Piscines, plages et ports de plaisance	55	1 846 582	1 642 649	96 477	1 739 126	1 739 126	1 699 312
Parcs et terrains de jeux	56	1 998 208	2 212 244	1 361 943	3 574 187	3 574 187	3 661 326
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	608 664	583 597		583 597	583 597	615 554
Autres	59	317 338	272 107	46 467	318 574	318 574	283 774
	60	6 872 328	6 613 774	1 504 887	8 118 661	8 118 661	8 267 536
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	163 757	143 820		143 820	143 820	225 415
Bibliothèques	62	1 176 543	1 170 779	19 938	1 190 717	1 190 717	1 190 891
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	400 606	395 905	12 379	408 284	408 284	407 305
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	512 249	540 414	46 467	586 881	586 881	513 165
	66	2 253 155	2 250 918	78 784	2 329 702	2 329 702	2 336 776
	67	9 125 483	8 864 692	1 583 671	10 448 363	10 448 363	10 604 312
<b>RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ</b>							
	68						
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	5 019 179	4 821 107		4 821 107	4 821 107	4 728 714
Autres frais	70	418 781	401 205		401 205	401 205	394 874
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	276 000	262 000		262 000	262 000	302 000
Autres	72	5 000	1 649		1 649	1 649	7 125
	73	5 718 960	5 485 961		5 485 961	5 485 961	5 432 713
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>							
	74						211 533
<b>AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS</b>							
	75	13 766 881	14 322 974	( 14 322 974 )			

# Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Salaberry-de-Valleyfield

Code géographique : 70052

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**TABLE DES MATIÈRES**

	<b><u>PAGE</u></b>
<b>Autres renseignements financiers consolidés non audités</b>	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	4
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	4
Analyse de la dette à long terme consolidée	5
Endettement total net à long terme consolidé	6
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	7
<b>Autres renseignements financiers non consolidés non audités</b>	
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	9
Analyse de la rémunération non consolidée	10
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	12
Rémunération des élus	13
<b>Questionnaire</b>	14

---

## **AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>		<b>Administration municipale</b>	<b>Données consolidées</b>		
		<b>Réalisations 2018</b>	<b>Réalisations 2018</b>	<b>Réalisations 2017</b>	
<b>IMMOBILISATIONS</b>					
Infrastructures					
	Conduites d'eau potable	1	2 094 652	2 094 652	3 310 211
	Usines de traitement de l'eau potable	2			
	Usines et bassins d'épuration	3			43 297
	Conduites d'égout	4	5 568 054	5 568 054	7 319 354
	Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
	Chemins, rues, routes et trottoirs	6	7 147 973	7 147 973	5 752 378
	Ponts, tunnels et viaducs	7			
	Systèmes d'éclairage des rues	8	755 345	755 345	648 351
	Aires de stationnement	9	500 795	500 795	256 909
	Parcs et terrains de jeux	10	909 560	909 560	1 467 268
	Autres infrastructures	11	1 619 030	1 619 030	2 845 444
	Réseau d'électricité	12			
Bâtiments					
	Édifices administratifs	13	2 082 864	2 082 864	514 576
	Édifices communautaires et récréatifs	14	97 857	97 857	269 628
	Améliorations locatives	15	8 551	8 551	
Véhicules					
	Véhicules de transport en commun	16			
	Autres	17	12 737	12 737	562 822
	Ameublement et équipement de bureau	18	10 901	10 901	12 368
	Machinerie, outillage et équipement divers	19	258 657	258 657	218 927
	Terrains	20	220 815	220 815	5 573 485
	Autres	21			
		22	21 287 791	21 287 791	28 795 018

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT  
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>					
Infrastructures autres que pour nouveau développement					
	Conduites d'eau potable	23	1 597 794	1 597 794	2 367 890
	Usines de traitement de l'eau potable	24			
	Usines et bassins d'épuration	25			43 297
	Conduites d'égout	26	3 066 908	3 066 908	5 196 538
	Autres infrastructures	27	5 658 299	5 658 299	5 981 880
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)					
	Conduites d'eau potable	28	496 858	496 858	942 321
	Usines de traitement de l'eau potable	29			
	Usines et bassins d'épuration	30			
	Conduites d'égout	31	2 501 146	2 501 146	2 122 816
	Autres infrastructures	32	5 274 404	5 274 404	4 988 470
	Autres immobilisations	33	2 692 382	2 692 382	7 151 806
		34	21 287 791	21 287 791	28 795 018

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
<b>La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :</b>					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	461 613	478 181	293 442	646 352
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	21 123 379	906 151	1 911 133	20 118 397
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	137 081 082	7 309 791	9 438 206	134 952 667
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	158 666 074	8 694 123	11 642 781	155 717 416
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	14 984 022	3 970 318	1 861 394	17 092 946
Organismes municipaux	10	5 071 500	3 000 000	205 900	7 865 600
Autres tiers	11	(703 457)		(167 228)	(536 229)
	12	19 352 065	6 970 318	1 900 066	24 422 317
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	19 352 065	6 970 318	1 900 066	24 422 317
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	19 352 065	6 970 318	1 900 066	24 422 317
	19	178 018 139	15 664 441	13 542 847	180 139 733
Dette en cours de refinancement	20	( )		( )	
Reclassement / Redressement	21				
<b>Dette à long terme</b>	22	178 018 139	15 664 441	13 542 847	180 139 733

**Note**

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ  
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité****Administration municipale**

Dettes à long terme	1	180 139 733
---------------------	---	-------------

**Ajouter**

Activités d'investissement à financer	2	18 542 291
---------------------------------------	---	------------

Activités de fonctionnement à financer	3	206 736
--	---	---------

Dettes en cours de refinancement	4	
----------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

**Déduire**

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	7	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	646 352
--	---	---------

Débiteurs	9	24 422 317
-----------	---	------------

Revenus futurs découlant des ententes		
---------------------------------------	--	--

conclues avec le gouvernement du Québec	10	
---	----	--

Autres montants	11	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	2 290 064
--	----	-----------

Autres		
--------	--	--

- Activités de fonctionnement	13	635 379
-------------------------------	----	---------

-	14	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	170 894 648
---	----	-------------

<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés</b>		
	16	7 865 600

Endettement net à long terme	17	178 760 248
------------------------------	----	-------------

**Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes**

Municipalité régionale de comté	18	2 754 576
---------------------------------	----	-----------

Communauté métropolitaine	19	
---------------------------	----	--

Autres organismes	20	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	21	181 514 824
------------------------------------	----	-------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme		
--	--	--

de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
--	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à		
--	--	--

long terme de l'agglomération	23	
-------------------------------	----	--

	24	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	181 514 824
--	----	-------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
--	----	--

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget 2018</b>	<b>Réalisations 2018</b>	<b>Réalisations 2018</b>	<b>Réalisations 2017</b>
<b>Administration générale</b>				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	302 330	302 316	304 022
<b>Sécurité publique</b>				
Police	4	68 560	68 557	65 953
Sécurité incendie	5	22 205	22 203	19 763
Sécurité civile	6			
Autres	7			
<b>Transport</b>				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	894 387	894 387	511 496
Autres	10			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	1 448 525	1 448 519	1 450 305
Cours d'eau	13	10 300	10 299	10 748
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	16			
Autres	17			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	220 410	220 405	219 961
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	522 525	522 517	512 891
Autres	21			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	22	71 215	71 211	61 023
Activités culturelles	23	100 025	100 022	98 357
<b>Réseau d'électricité</b>				
	24			
	25	3 660 482	3 660 436	3 254 519

---

## **AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS NON AUDITÉS**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018***Non audité*

		<b>2018</b>	<b>2017</b>
<b>Rémunération</b>	1	288 018	179 291
<b>Charges sociales</b>	2	61 758	37 104
<b>Biens et services</b>	3	20 884 368	28 539 371
<b>Frais de financement</b>	4	53 647	19 556
<b>Autres</b>	5		
	6	21 287 791	28 775 322

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité**

		Effectifs personnes/ année <sup>2</sup>	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total <sup>1</sup>
<b>Administration municipale</b>							
Cadres et contremaîtres	1	64,00	35,00	1 820,00	***	***	***
Professionnels	2	1,00	1,00	52,00	***	***	***
Cols blancs	3	76,00	32,50	1 690,00	***	***	***
Cols bleus	4	74,00	40,00	2 080,00	***	***	***
Policiers	5				***	***	***
Pompiers	6	38,00	44,00	2 288,00	***	***	***
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7				***	***	***
	8	253,00		7 930,00	***	***	***
Élus	9	9,00			427 493	115 523	543 016
	10	262,00			***	***	***

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11	502 355				502 355
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13	74 822	1 467 792	1 366 239		2 908 853
Traitement des eaux usées	14	260 064				260 064
Réseaux d'égout	15	147 735	2 228 549	1 968 681		4 344 965
Autres	16	460 174	126 068	12 314	816 656	1 415 212
	17	1 445 150	3 822 409	3 347 234	816 656	9 431 449

**FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité**

		2018	2017
<b>Administration générale</b>			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	35 109	39 872
	4	35 109	39 872
<b>Sécurité publique</b>			
Police	5	5 680	9 848
Sécurité incendie	6	60 858	64 150
Sécurité civile	7		
Autres	8	30 775	29 838
	9	97 313	103 836
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	1 490 889	1 428 896
Enlèvement de la neige	11	1 097	1 263
Autres	12	56 596	66 694
Transport collectif	13		
Autres	14	287 644	228 543
	15	1 836 226	1 725 396
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	143 768	155 628
Réseau de distribution de l'eau potable	17	756 087	654 004
Traitement des eaux usées	18	283 551	299 264
Réseaux d'égout	19	1 094 043	1 168 306
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20	2 191	
Matières recyclables	21	64 322	66 653
Autres	22		
Cours d'eau	23	2 287	1 616
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	2 346 249	2 345 471
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	115 768	109 288
Rénovation urbaine	32	100 993	117 837
Promotion et développement économique	33	222 279	235 339
Autres	34		
	35	439 040	462 464
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	36	682 432	699 919
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38	49 592	52 836
	39	732 024	752 755
<b>Réseau d'électricité</b>			
	40		
	41	5 485 961	5 429 794

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ  
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	2018		2017
	Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Revenus</b>			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
<b>Charges</b>			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	(                    ) (                    ) (                    )	
	15		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales</b>	16		
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
<b>Immobilisations</b>			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
<b>Financement</b>			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	(                    ) (                    ) (                    )	
	24		
<b>Affectations</b>			
Activités d'investissement	25	(                    ) (                    ) (                    )	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	33		

**RÉMUNÉRATION DES ÉLUS<sup>1</sup>**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018****Non audité**

	<b>Rémunération (excluant charges sociales)</b>	<b>Allocation de dépenses</b>
Miguel Lemieux	103 140	16 595
Lyne Lefebvre	22 106	11 053
Jason Grenier	22 106	11 053
Jean-Marc Rochon	22 106	11 053
France Chenail	22 106	11 053
Guillaume Massicotte	22 106	11 053
Jacques Smith	22 106	11 053
Patrick Rancourt	22 106	11 053
Normand Amesse	22 106	11 053

**Note**

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	<u>5 400 000 \$</u>	
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	2 <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>

**Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement.**

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	7	<u>625 182 \$</u>
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8 <input checked="" type="checkbox"/>	9 <input type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>
5. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants suivants :		
a) le montant total versé en 2018	12	_____ \$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2018 des engorgements en vertu du règlement concerné	13	_____ \$
6. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2 <sup>o</sup> du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	14 <input type="checkbox"/>	15 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	16	_____ \$
7. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	17 <input checked="" type="checkbox"/>	18 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	19	_____ \$
b) autres formes d'aide	20	104 879 \$
8. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2018	21	.....
Facteur comparatif de 2018	22	.....
Valeur uniformisée	23	_____

**QUESTIONNAIRE (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité**

9. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2018 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

24 \_\_\_\_\_ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

25 \_\_\_\_\_ \$

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver

26 \_\_\_\_\_ \$

b) Dépenses d'investissement

27 \_\_\_\_\_ \$

c) Total des frais encourus admissibles

28 \_\_\_\_\_ \$

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 28 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 24, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

29 \_\_\_\_\_

b) Date d'adoption de la résolution

30 \_\_\_\_\_

# Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Salaberry-de-Valleyfield

Code géographique : 70052

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**TABLE DES MATIÈRES**

	<b><u>PAGE</u></b>
<b>Taux global de taxation réel audité</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	3
Taux global de taxation réel	4

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Au trésorier de la Ville de Salaberry-de-Valleyfield

**Opinion**

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de Salaberry-de-Valleyfield (ci-après la « ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018 (ci après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

**Fondement de l'opinion**

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Observations - Référentiel comptable**

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

**Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état**

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la ville.

**Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

· nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

· nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la ville;

· nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

DATE 2019-06-20



# Données prévisionnelles non auditées

## pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019

Nom : Salaberry-de-Valleyfield

Code géographique : 70052

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**TABLE DES MATIÈRES**

	<b><u>PAGE</u></b>
<b>Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019</b>	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
REVENUS DE TAXES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

**TAXES**

**SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	44 259 669
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	325 240
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	44 584 909

**SUR UNE AUTRE BASE**

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	5 726 793
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	6 188 040
Matières résiduelles	13	5 503 600
Autres		
- Commerce dans résidence	14	25 860
- Contrôle des animaux	15	527 384
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	222 000
Service de la dette	18	1 705 128
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	245 424
Activités d'investissement	21	
	22	20 144 229
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	20 144 229
	27	64 729 138

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

*Non audité*

**COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES**

**GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES**

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement		
Taxes sur la valeur foncière	1	500 633
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	2 869
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	503 502
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	961 626
Cégeps et universités	7	521 841
Écoles primaires et secondaires	8	742 429
	9	2 225 896
Autres immeubles		
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	2 729 398
<b>GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>		
Taxes sur la valeur foncière	15	168 737
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	3 806
Taxes d'affaires	17	
	18	172 543
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>		
Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	
<b>AUTRES</b>		
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	2 901 941

557

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

	<b>Assiette d'application imposable</b>	<b>Taux adopté</b>	<b>Revenus bruts</b>	<b>Crédits/ Dégrèvements</b>	<b>Dotation à la provision</b>	<b>Autres ajustements</b>	<b>Revenus nets</b>
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
<b>Taxes générales</b>							
Taxe foncière générale (taux unique)	1 .....	X 2 .....	/100\$ 3 .....				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 2 811 116 778	X 5 0,8282	/100\$ 6 23 281 669				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 249 906 976	X 8 0,8834	/100\$ 9 2 207 678				
Immeubles non résidentiels	10 620 402 455	X 11 1,9878	/100\$ 12 12 332 360				
Immeubles industriels	13 168 170 400	X 14 2,6233	/100\$ 15 4 411 614				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16 .....	X 17 .....	/100\$ 18 .....				
Autres	19 71 711 000	X 20 1,6564	/100\$ 21 1 187 820				
Immeubles agricoles	22 101 247 000	X 23 0,8282	/100\$ 24 838 528				
<b>Total</b>			25 44 259 669	26 ( )	27 ( )	28	29 44 259 669
<b>Taxes spéciales</b>							
Service de la dette (taux unique)	30 .....	X 31 .....	/100\$ 32 .....				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33 .....	X 34 .....	/100\$ 35 .....				
Immeubles de 6 logements ou plus	36 .....	X 37 .....	/100\$ 38 .....				
Immeubles non résidentiels	39 .....	X 40 .....	/100\$ 41 .....				
Immeubles industriels	42 .....	X 43 .....	/100\$ 44 .....				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45 .....	X 46 .....	/100\$ 47 .....				
Autres	48 .....	X 49 .....	/100\$ 50 .....				
Immeubles agricoles	51 .....	X 52 .....	/100\$ 53 .....				
<b>Total</b>			54	55 ( )	56 ( )	57	58

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

	<b>Assiette d'application imposable</b>	<b>Taux adopté</b>	<b>Revenus bruts</b>	<b>Crédits/ Dégrèvements</b>	<b>Dotation à la provision</b>	<b>Autres ajustements</b>	<b>Revenus nets</b>
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
<b>Taxes générales</b>							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique)	1 .....	X 2 .....	/100\$ 3 .....				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 .....	X 5 .....	/100\$ 6 .....				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 .....	X 8 .....	/100\$ 9 .....				
Immeubles non résidentiels	10 .....	X 11 .....	/100\$ 12 .....				
Immeubles industriels	13 .....	X 14 .....	/100\$ 15 .....				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16 .....	X 17 .....	/100\$ 18 .....				
Autres	19 .....	X 20 .....	/100\$ 21 .....				
Immeubles agricoles	22 .....	X 23 .....	/100\$ 24 .....				
<b>Total</b>			25 .....	26 ( .....	) 27 ( .....	) 28 .....	29 .....
Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique)	30 .....	X 31 .....	/100\$ 32 .....				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33 .....	X 34 .....	/100\$ 35 .....				
Immeubles de 6 logements ou plus	36 .....	X 37 .....	/100\$ 38 .....				
Immeubles non résidentiels	39 .....	X 40 .....	/100\$ 41 .....				
Immeubles industriels	42 .....	X 43 .....	/100\$ 44 .....				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45 .....	X 46 .....	/100\$ 47 .....				
Autres	48 .....	X 49 .....	/100\$ 50 .....				
Immeubles agricoles	51 .....	X 52 .....	/100\$ 53 .....				
<b>Total</b>			54 .....	55 ( .....	) 56 ( .....	) 57 .....	58 .....
	<b>Valeur locative imposable</b>						
<b>Taxe d'affaires sur la valeur locative</b>	59 .....	X 60 .....	% 61 .....	62 ( .....	) 63 ( .....	) 64 .....	65 .....

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
TAUX DES TAXES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité****Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**  
(montant fixe)**Par unité de logement**

Eau	1	1   8   3	,	0   0	\$
Égout	2		,		\$
Eau et égout	3		,		\$
Traitement des eaux usées	4	2   0   9	,	0   0	\$
Matières résiduelles	5	2   4   0	,	0   0	\$

**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code <sup>1</sup>	Préciser
Résiduelle	0,8282	1	
6 logements ou plus	0,8834	1	
Immeubles non résidentiels	1,9878	1	
Immeubles industriels	2,6233	1	
Terrains vagues desservis	1,6564	1	
Agricole	0,8282	1	
Dettes- Salaberry-de-Valleyfield	0,0121	1	
Dettes-St-Timothée	0,0002	1	
Dettes-Grande-Ile	0,0005	1	
Répartitions locales		7	taux variés
Eau-chambre	46,0000	7	par unité
Eau-piscine creusée	47,0000	7	par unité
Eau-piscine hors terre et semi creusée	33,0000	7	par unité
Eau traitée-Au compteur	2,0300	4	du 1000 gallons imp.
Loyer de compteurs d'eau		7	taux variés
Eau non traitée		7	taux variés
Traitement des eaux usées-chambre	53,0000	7	par unité
Traitement des eaux usées-industries		7	taux variés
Déchets domestiques-chambre	43,0000	7	par unité
Déchets domestiques-commerce	344,0000	7	par unité
Collecte sélective-chambre	17,0000	7	par unité
Collecte sélective-commerce	136,0000	7	par unité
Services pour commerce dans un résidence	224,0000	7	par unité
Contrôle des animaux-résidence & commerc	24,0000	7	par unité
Contrôle des animaux-chambre	6,0000	7	par unité
Centre d'urgence 9-1-1	0,4600	7	par ligne téléphonique

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
TAUX DES TAXES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation  
2 - du mètre carré  
3 - du mètre linéaire  
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres  
6 - % de la valeur locative  
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité****REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	64 729 138
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____

**Ajouter**

Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

**Déduire**

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	10 213 014
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	222 000
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____
<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel</b>	<b>10</b>	<b>54 294 124</b>

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI  
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

11 4 022 554 609

**TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2019**

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

12 

		1
--	--	---

 , 

3	4	9	7
---	---	---	---

 /100 \$

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

*Non audité*

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	Autres	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
Générales	1	12 332 360	4 411 614		1 187 820	2 207 678	746 720
De secteur	2	59 359	16 019		6 297	22 147	1 057
Autres	3						
<b>Taxes sur une autre base</b>							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	475 111	169 960		45 761	85 052	32 305
Autres	5	1 426 075	3 162 554			1 466 503	245 424
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	14 292 905	7 760 147		1 239 878	3 781 380	1 025 506

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

*Non audité*

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>					
Générales	9	23 281 669	91 808		44 259 669
De secteur	10	220 287	74		325 240
Autres	11				
<b>Taxes sur une autre base</b>					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	896 939			1 705 128
Autres	13	11 242 690	673 855		18 217 101
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	35 641 585	765 737		64 507 138

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
QUESTIONNAIRE  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM.			
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM.			
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2019 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25	552 443 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	\$	

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
QUESTIONNAIRE (suite)  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	27	<u>83 209 141 \$</u>
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	28	<u>11 695 810 \$</u>
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	29	<u>5 223 910 \$</u>
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	30	<u>(32 000)\$</u>
9. Date d'adoption du budget par le conseil	31	<u>2018-12-18</u>

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
<b>Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.</b>			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
<b>La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.</b>			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input type="checkbox"/>	

**ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION**

Je , Alain Gagnon , atteste que le rapport financier consolidé de Salaberry-de-Valleyfield pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2019-07-09.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Salaberry-de-Valleyfield.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Salaberry-de-Valleyfield consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Salaberry-de-Valleyfield détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2019-07-02 11:05:38

Date de transmission au Ministère :

# Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2018

*Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.*

Nom : Salaberry-de-Valleyfield

---

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	Réalizations 2017		Budget 2018	Réalizations 2018		
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé <sup>1</sup>	
<b>Revenus</b>						
Fonctionnement	1	77 157 605	78 311 895	80 081 481	3 132 891	83 057 329
Investissement	2	9 382 579	7 140 000	10 772 081		10 772 081
	3	86 540 184	85 451 895	90 853 562	3 132 891	93 829 410
<b>Charges</b>	4	78 139 595	80 747 821	81 254 772	3 623 121	84 720 850
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	5	8 400 589	4 704 074	9 598 790	(490 230)	9 108 560
Moins : revenus d'investissement	6	( 9 382 579 )	( 7 140 000 )	( 10 772 081 )	( )	( 10 772 081 )
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	7	(981 990)	(2 435 926)	(1 173 291)	(490 230)	(1 663 521)
<b>Éléments de conciliation à des fins fiscales</b>						
Amortissement des immobilisations	8	13 759 780	13 766 881	14 322 974		14 322 974
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	950 000		1 400 000		1 400 000
Remboursement de la dette à long terme	10	( 12 378 488 )	( 11 356 056 )	( 11 451 221 )	( )	( 11 451 221 )
Affectations						
Activités d'investissement	11	( 743 883 )	( 212 282 )	( 293 302 )	( )	( 293 302 )
Excédent (déficit) accumulé	12	1 534 318	(634 200)	814 369	(76)	814 293
Autres éléments de conciliation	13	559 902	871 583	271 179	895 882	1 167 061
	14	3 681 629	2 435 926	5 063 999	895 806	5 959 805
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	15	2 699 639		3 890 708	405 576	4 296 284

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE  
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2017	2018		2017
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	Total consolidé
<b>Actifs financiers</b>					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	2 119 014	4 344 983	5 662 179	4 021 779
Débiteurs	2	34 857 205	38 140 360	37 887 216	34 324 933
Placements de portefeuille	3	462 936	300 871	300 871	462 936
Autres	4				
	5	37 439 155	42 786 214	43 850 266	38 809 648
<b>Passifs</b>					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6				
Dette à long terme	7	175 714 329	177 872 673	177 872 673	175 714 329
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8	2 591 000	2 483 000	2 483 000	2 591 000
Autres	9	14 355 363	15 522 897	16 252 797	14 873 391
	10	192 660 692	195 878 570	196 608 470	193 178 720
<b>Actifs financiers nets (dette nette)</b>	11	(155 221 537)	(153 092 356)	(152 758 204)	(154 369 072)
<b>Actifs non financiers</b>					
Immobilisations	12	305 858 393	312 823 210	312 823 210	305 858 393
Autres	13	8 831 835	9 336 627	9 407 962	8 875 087
	14	314 690 228	322 159 837	322 231 172	314 733 480
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	276 457	3 172 136	3 577 712	1 172 339
Excédent de fonctionnement affecté	16	5 569 632	3 667 933	3 667 933	5 569 632
Réserves financières et fonds réservés	17	6 062 388	11 870 663	11 870 663	6 062 388
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	18 (	15 415 017 ) (	15 416 517 ) (	15 416 606 ) (	15 415 182 )
Financement des investissements en cours	19	(7 725 136)	(16 145 769)	(16 145 769)	(7 725 136)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	170 700 367	181 919 035	181 919 035	170 700 367
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	21				
	22	159 468 691	169 067 481	169 472 968	160 364 408

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES  
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS  
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
Administration municipale			
- Immeubles industriels	23	55 869	609 583
- Engagements fin. reportés	24	33 545	567 408
- Municipalité de Grande-Ile	25	14 299	14 299
- Logement social	26	520 000	600 000
- Élections	27	100 000	100 000
- Rénovations d'infrastructures	28	63 195	299 463
- Société du Port	29	2 115 892	1 220 010
- Entretien bâtiments municipaux	30	240 986	329 049
- Autres projets	31	524 147	1 829 820
	32	3 667 933	5 569 632
Organismes contrôlés et partenariats	33		
	34	3 667 933	5 569 632
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>			
Administration municipale			
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>	35	11 870 663	6 062 388
	36		
	37	15 538 596	11 632 020

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S15 et S23-1

**SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME  
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		<b>2018</b>
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	170 894 648
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	181 514 824

Extrait du rapport financier, page S25

**SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE  
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		<b>2018</b>	<b>2017</b>
		<b>Total</b>	<b>Total</b>
		<b>consolidé</b>	<b>consolidé</b>
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	646 352	461 613
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	134 952 667	137 081 082
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	20 118 397	21 123 379
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises <sup>1</sup>	7	17 092 946	14 984 022
Autres	8	7 329 371	4 368 043
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	9		
	10	180 139 733	178 018 139

1. Incluant les revenus futurs découlant des ententes conclues avec le Gouvernement du Québec.

Extrait du rapport financier, page S37

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		<b>Réalizations 2017</b>	<b>Budget 2018</b>	<b>Réalizations 2018</b>	
		<b>Administration</b>	<b>Administration</b>	<b>Administration</b>	<b>Total</b>
		<b>municipale</b>	<b>municipale</b>	<b>municipale</b>	<b>consolidé</b>
<b>Fonctionnement</b>					
Taxes	11	63 530 087	63 688 583	64 370 868	64 370 868
Compensations tenant lieu de taxes	12	2 633 934	2 789 658	2 811 422	2 811 422
Quotes-parts	13				
Transferts	14	2 111 003	2 118 984	2 344 853	2 344 853
Services rendus	15	2 175 089	2 525 473	2 733 899	6 512 949
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	16	3 469 504	3 720 956	4 701 594	4 701 594
Autres	17	3 237 988	3 468 241	3 118 845	2 315 643
	18	77 157 605	78 311 895	80 081 481	83 057 329
<b>Investissement</b>					
Taxes	19			35 810	35 810
Quotes-parts	20				
Transferts	21	1 726 216	7 140 000	7 086 596	7 086 596
Autres	22	7 656 363		3 649 675	3 649 675
	23	9 382 579	7 140 000	10 772 081	10 772 081
	24	86 540 184	85 451 895	90 853 562	93 829 410

Extrait du rapport financier, page S12

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2018	Réalizations 2018			Réalizations 2018	Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Administration générale	1	7 211 036	7 414 761	179 441	7 594 202	7 594 202	7 283 004
Sécurité publique							
Police	2	5 705 723	5 766 135	197 400	5 963 535	5 963 535	5 941 822
Sécurité incendie	3	6 001 007	6 098 338	209 317	6 307 655	6 307 655	5 776 773
Autres	4	601 738	627 183	30 338	657 521	657 521	648 154
Transport							
Réseau routier	5	10 302 968	10 644 281	4 734 748	15 379 029	15 379 029	14 504 318
Transport collectif	6	2 045 081	2 033 938	932 284	2 966 222	6 432 300	6 487 285
Autres	7						
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	9 694 298	9 895 264	6 239 650	16 134 914	16 134 914	15 448 499
Matières résiduelles	9	5 175 787	5 720 142	53 899	5 774 041	5 774 041	4 772 074
Autres	10	378 667	214 087	49 903	263 990	263 990	251 779
Santé et bien-être	11	436 083	506 854		506 854	506 854	478 187
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	1 667 820	1 534 263	89 194	1 623 457	1 623 457	1 600 566
Promotion et développement économique	13	2 598 488	1 643 778	23 129	1 666 907	1 666 907	2 151 199
Autres	14	317 801	482 121		482 121	482 121	331 004
Loisirs et culture	15	9 125 483	8 864 692	1 583 671	10 448 363	10 448 363	10 604 312
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	5 718 960	5 485 961		5 485 961	5 485 961	5 432 713
Effet net des opérations de restructuration	18						211 533
	19	66 980 940	66 931 798	14 322 974	81 254 772	84 720 850	81 923 222
Amortissement des immobilisations	20	13 766 881	14 322 974	( 14 322 974 )			
	21	80 747 821	81 254 772	0	81 254 772	84 720 850	81 923 222

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3